
CHRISTOPHE JAFFRELOT
JASMINE ZERININI-BROTEL

LA MONTÉE DES BASSES CASTES
DANS LA POLITIQUE
NORD-INDIENNE

L'INDE PRÉTEND ÊTRE « la plus grande démocratie du monde » et ne manque pas d'arguments pour faire valoir ce titre : des élections régulières – aux deux sens du terme – ayant permis par quatre fois l'alternance au pouvoir, une justice relativement indépendante, une presse libre, etc. Cette démocratie politique se superpose cependant à une société où 38 % de la population vit encore sous le seuil de pauvreté et où le système des castes régule les rapports sociaux. Ces inégalités ont permis au parti du Congrès – en position dominante de l'indépendance de 1947 aux années 1980 – de mettre en place un dispositif clientéliste qu'on a appelé le « système congressiste¹ ». Le parti était notamment passé maître dans la cooptation de notables locaux – propriétaires fonciers ou marchands – qui devaient leur influence à leur pouvoir économique et à leur statut puisque tous étaient de hautes castes.

67

Cette pyramide congressiste s'est d'abord fissurée dans le sud du pays où les hautes castes pesaient d'un poids démographique plus faible que dans le nord (les brahmanes dépassent rarement 3 % de la population dans les États du Sud). Mais, dans la zone hindiphone, dont l'évolution politique commande largement celle de l'Union, la hiérarchie des castes n'a été remise en cause que de façon très progressive. Au début des années 1990, l'« affaire Mandal » a toutefois accéléré la politisation des basses castes, dont la solidarité a porté ses fruits lors des élections suivantes puisque le nombre d'élus provenant de leurs rangs tend à augmenter depuis. La sociologie de la classe politique change et, ce faisant,

1. Le premier à utiliser ce terme fut Rajni Kothari dans « The Congress "System" in India », *Asian Survey*, décembre 1964, p. 1161-1173.

la démocratie indienne se démocratise. Mais jusqu'où ? Ce processus concerne-t-il toutes les castes inférieures, toutes les régions de l'Inde du Nord et tous les partis politiques ?

LE DÉCLIN DE L'ORDRE SOCIOPOLITIQUE TRADITIONNEL EN INDE DU NORD

Si le système des castes est une institution panindienne, c'est dans la zone hindiphone qu'il apparaît sous la forme la plus achevée. On y retrouve en effet des brahmanes, des Kshatriya (guerriers), des Vaishya (essentiellement des marchands aussi appelés Banya), des Shudra (artisans, castes de service et cultivateurs) et des intouchables. Par contraste, au Maharashtra, il « manque » les Kshatriya et, au Bengale-Occidental, les Kshatriya ainsi que les Banya (qui sont venus de l'extérieur). Le système des castes est d'autant plus prégnant en Inde du Nord qu'il est plus complet.

Traditionnellement, il repose sur l'opposition entre le pur et l'impur : les castes s'agencent selon une gradation de statuts qui va du brahmane à l'intouchable, et cette hiérarchie forme un tout, les castes n'existant que les unes par rapport aux autres, par référence au système global. Un des signes de cette cohérence réside dans le mécanisme de la « sanskritisation », un terme qui désigne la façon dont les castes inférieures imitent les castes supérieures et d'abord les brahmanes². Elles adoptent, par exemple, certains traits de leur régime alimentaire, le végétarisme des brahmanes étant le plus prestigieux. C'est là une preuve qu'elles se perçoivent comme plus bas dans le système et qu'elles ont l'idée de ce système. Un autre indice tient à l'attitude déférente dont témoignent les membres des basses castes à l'égard des hautes castes.

Cette cohérence que Louis Dumont qualifiait de « holiste³ » est aujourd'hui remise en cause en Inde du Nord, après s'être beaucoup érodée dans le Sud : les castes n'existent plus seulement dans l'interaction hiérarchique mais par elles-mêmes. La genèse de ce processus remonte aux associations de caste qui ont commencé à voir le jour à l'époque coloniale, lorsque les Britanniques ont entrepris de recenser

2. Ce terme a été introduit dans les études indiennes par un des pionniers de l'anthropologie, M.N. Srinivas. Voir notamment *Social Change in Modern India* (1966), Hyderabad, Orient Longman, 1995.

3. Louis Dumont, *Homo hierarchicus. Le système des castes et ses implications*, Paris, Gallimard, 1966.

celles-ci et de les classer. Ces associations ont alors été constituées pour améliorer le rang de leur caste dans les recensements, puis elles ont agi comme des structures d'entraide, chargées d'établir des écoles pour les jeunes de la caste, des coopératives, etc. La caste, dès lors, a tendu à devenir un groupe d'intérêt⁴. Cette transformation a contribué à l'émancipation des castes inférieures à la faveur de leur relatif essor économique et de leur politisation après l'indépendance et surtout après les années 1960.

Le tournant des années 1960-1970

L'essor économique résulte de deux phénomènes conjoints. D'une part, les réformes agraires, même timides, ont permis à un noyau de tenants d'accéder à la propriété. D'autre part, la « révolution verte », née d'un effort d'irrigation et de l'introduction de semences à haut rendement, a permis à ces petits propriétaires – lorsqu'ils avaient les moyens d'investir – de commercialiser un surplus. Ces milieux, il est vrai, comme souvent les petits indépendants en situation d'ascension sociale, sont très industriels, âpres au gain et fiers de leur relative prospérité, parfois chèrement acquise. Dans l'Inde du Nord, ils viennent pour l'essentiel des castes Jat, Yadav (aussi appelées Ahir), Kurmi, Gujar, Koeri et Lodhi. Leur point commun tient à leur position économique : ces castes comportent souvent une élite de petits propriétaires dont les intérêts sont identiques. Elles sont par exemple hostiles à une nouvelle réforme agraire qui fragmenterait les terres au-delà, diront-elles, des seuils de rentabilité ; elles militent ensemble pour un relèvement des prix agricoles, une baisse du coût de l'électricité utilisée pour l'irrigation et un gonflement des subventions à l'agriculture.

La traduction politique de cet essor économique fut d'abord perceptible à travers l'émergence de partis représentant ces groupes. La mouvance socialiste – issue du Congress Socialist Party de 1934 – qui s'était constituée en parti séparé dès 1948 fut le premier porte-parole des basses castes, mais son histoire agitée faite de divisions factionnelles et d'alliances opportunistes finit par l'affaiblir durablement. En 1969, le Bharatiya Kranti Dal (BKD – « Parti indien de la révolution ») s'efforça de prendre le relais en Uttar Pradesh, le plus grand État de l'Inde. Il fut fondé par un dissident du Congrès, Charan Singh, dont la caste, les Jat,

4. Voir Jackie Assayag, « De la caste au "castéisme" », in Christophe Jaffrelot, dir., *L'Inde contemporaine. De 1950 à nos jours*, Paris, Fayard, 1997, p. 372-392.

étaient les premiers bénéficiaires de la révolution verte en Uttar Pradesh et en Haryana. Sa base s'étendait d'ailleurs de l'Haryana au Bihar, le noyau de son électorat étant constitué, au-delà des Jat, par des Yadav, des Kurmi et des Koeri. Ces castes n'étaient cependant pas assez nombreuses pour remporter la majorité dans les assemblées des États fédérés puisque aucune d'entre elles ne représentait plus de 10 % de la population dans l'Inde du Nord, et parfois beaucoup moins (en Uttar Pradesh, les Jat ne sont ainsi que 1,6 % de la population, les Gujar 0,7 %, les Lodhi 2,2 %, les Koeri 2,8 %, les Kurmi 3,5 % et les Yadav 8,7 % d'après le recensement de 1931, le dernier à prendre les castes en considération).

70 Rebaptisé Bharatiya Lok Dal (BLD – « Parti du peuple indien ») en 1974, le BKD fut un des piliers de la coalition de l'opposition au Congrès qui se regroupa au sein du Janata Party pour prendre le pouvoir en 1977. Cette alternance eut aussi lieu en Haryana, au Bihar et en Uttar Pradesh, trois États où un représentant des basses castes fut porté à la tête du gouvernement. Ce premier tournant dans la montée en puissance des castes inférieures permit aussi d'inscrire sur l'agenda politique le problème des quotas d'embauche dans l'administration.

L'enjeu des quotas et la formation d'un « bloc OBC »

Les basses castes restaient fortement sous-représentées dans l'administration à la fin des années 1970. L'*Indian Administrative Service*, un corps d'élite recruté sur concours, ne comptait que 2,04 % de membres issus de ces castes (contre 37,67 % de brahmanes), et l'administration dépendant du pouvoir central en général n'en comprenait que 12,55 % alors que ces castes représentaient 52 % de la population⁵.

Ce chiffre correspond en fait aux *Other Backward Classes*, une catégorie sociale définie par les commissions d'enquête successives⁶ comme une collection de castes dont le statut était plus élevé que les intouchables

5. *Report of the Backward Classes Commission*, 1^{re} partie, New Delhi, Government of India, 1980, vol. I, p. 42.

6. La Constitution indienne stipule que l'État doit venir en aide aux *Other Backward Classes*, c'est-à-dire aux catégories sociales autres que les intouchables et les autochtones souffrant d'un retard social, économique et éducatif. Pour identifier ces groupes, une première commission fut nommée en 1953 sous la présidence de Kaka Kalelkar. Son rapport fut rejeté par le gouvernement, notamment parce qu'elle avait pris la caste comme critère des OBC (Kaka Kalelkar, *Report of the Backward Classes Commission*, Delhi, Government of India, 1955, vol. 1, et Govind Vallabh Pant, *Memorandum on the Report of the Backward Classes Commission*, Delhi, Ministry of Home Affairs, [s.d.], p. 2). La seconde *Backward Classes Commission* ne sera désignée qu'en 1979, ce sera la commission Mandal.

mais qui n'incluait pas tous les Shudra, certains d'entre eux appartenant en fait aux castes dominantes, celles qui possédaient le plus de terre, comme les Jat en Uttar Pradesh. Par contre, on y retrouvait la plupart des basses castes ayant bénéficié de l'essor économique et de la politisation évoqués plus haut, les Yadav, les Kurmi, les Lodhi, les Koeri, etc.

Les *Other Backward Classes*, ou « OBC », comme la presse commença à les appeler, revendiquaient l'octroi de quotas dans l'administration. En 1979, Charan Singh, qui était vice-Premier ministre dans le gouvernement central, fit nommer une commission, présidée par Bindeshwari Prasad Mandal, pour prendre la mesure de leur retard social et envisager une politique de discrimination positive par l'administration. Dans le même temps, les gouvernements du Bihar et de l'Uttar Pradesh mettaient en place leur propre système de réservation, notamment dans le domaine éducatif. Le Jana Sangh, parti nationaliste hindou, qui était le principal partenaire du BLD au sein de ce parti-coalition qu'était le Janata Party, protesta aussitôt. Ce fut là un des facteurs du démantèlement de la majorité parlementaire qui permit le retour d'Indira Gandhi au pouvoir en 1980.

71

L'histoire se répéta en partie dix ans plus tard. En 1989, le Janata Dal (Parti du peuple), de Vishwanath Pratap Singh, une formation surtout représentative des milieux ruraux, s'allia aux communistes et au parti nationaliste hindou rebaptisé Bharatiya Janata Party (BJP – lui aussi appelé « Parti du peuple indien ») pour évincer le Congrès de Rajiv Gandhi. En août 1990, V.P. Singh – le nouveau Premier ministre – annonça la mise en œuvre des recommandations de la commission Mandal, qui consistaient d'abord à réserver 27 % des postes de l'administration centrale aux OBC.

Cette politique, dans laquelle V.P. Singh voyait sans doute un moyen d'élargir sa base électorale, fut largement responsable de sa chute. D'abord, V.P. Singh avait pris le risque de défaire la coalition sociale confectionnée par Charan Singh, étant donné que les Jat, en raison de leur réussite économique, n'étaient pas reconnus comme appartenant aux OBC par le rapport Mandal. Très amers de se voir ainsi fermé l'accès au quota de 27 %, ils firent cause commune avec les hautes castes, la protestation de ces dernières étant des plus véhémentes. A peine V.P. Singh avait-il annoncé la mise en œuvre du rapport Mandal, que des étudiants de hautes castes, qui redoutaient une réduction de leurs débouchés, descendirent dans la rue. On assista même, dans certains cas, à des immolations par le feu. C'est dans ce contexte que le BJP retira son soutien à V.P. Singh.

Tableau 1. Castes et communautés des élus de l'Inde du Nord à la Lok Sabha depuis 1952 (en %)

<i>Castes et communautés</i>	1952	1957	1962	1967	1971	1977	1980	1984	1989	1991	1996	1998
Hautes castes	64	58,6	54,9	55,5	53,9	48,2	40,88	46,9	38,2	37,11	35,3	34,67
Castes intermédiaires	1	1,43	1,88	2,75	4,11	6,64	5,33	5,31	8	5,43	7,53	8,89
OBC	4,45	5,24	7,98	9,64	10,1	13,3	13,74,	11,1	20,87	22,6	24,8	23,56
<i>Scheduled Castes</i>	15,76	18,1	19,72	18,35	18,26	17,7	17,78	17,26	17,78	18,1	18,14	18,22
<i>Scheduled Tribes</i>	5,42	6,9	7,04	7,8	7,31	7,08	7,56	7,52	7,56	8,14	7,52	7,56
Musulmans	5,42	4,76	4,23	3,67	4,57	5,75	11,56	9,73	5,78	4,52	3,54	5,33
Autres minorités	1,48	0,96	0,94	0,46	0,46	0,44	0,89	0,44	0,44	0,9	0,89	0,89
Religieux hindous	-	-	0,47	0,46	0,46	-	0,44	-	-	0,9	-	-
Non identifiés	2,96	4,76	2,82	1,38	0	0,89	0,89	2,21	0,89	1,36	2,21	0,89
Total	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
	<i>n=203</i>	<i>n=210</i>	<i>n=213</i>	<i>n=218</i>	<i>n=219</i>	<i>n=226</i>	<i>n=225</i>	<i>n=226</i>	<i>n=225</i>	<i>n=221</i>	<i>n=226</i>	<i>n=225</i>

Source : Enquêtes de terrain de Christophe Jaffrelot.

La contre-mobilisation des OBC marqua la cristallisation d'une nouvelle identité politique : ces castes commençaient à prendre conscience des intérêts qu'elles avaient en commun – la perspective de quotas dans l'administration en était le meilleur indice – et de la nécessité de former un front uni pour faire valoir leur principal atout, le nombre. Elles votèrent donc ensemble et pour les leurs. L'émergence d'un « vote OBC » se lit dans l'évolution du profil sociologique des députés du Nord hindiphone, une zone composée du Bihar, de l'Uttar Pradesh, du Madhya Pradesh, du Rajasthan, de l'Himachal Pradesh, de Delhi et de Chandigarh. Jusque dans les années 1970, les élus à la Lok Sabha venaient en majorité des hautes castes, comme en témoigne le tableau ci-contre (voir *tableau 1*). La proportion des députés de hautes castes a diminué, pour finalement passer de près des deux tiers en 1952 à environ un tiers en 1998, tandis que les élus OBC ont progressé de moins de 5 % à environ un quart aujourd'hui (les intouchables et les aborigènes restent stables sur toute la période, étant donné qu'ils bénéficient de quotas). Ce processus a connu une accélération chaque fois que le Congrès a perdu le pouvoir. Les élections de 1977, celles de la première alternance, firent ainsi passer la part des députés de hautes castes de la *Hindi Belt* sous la barre des 50 %. La deuxième alternance de 1989 l'a ramenée sous les 40 % au profit des OBC qui doublent leur représentation, passant d'environ un dixième à un cinquième des députés de la *Hindi Belt*. Le gouvernement de V.P. Singh était donc bien représentatif des basses castes en cours d'ascension sociale et politique. Mais le retour du Congrès en 1991, à la différence de ce qui s'était produit dans les années 1980, ne remit pas en cause cet essor et le déclin concomitant des hautes castes au sein de l'Assemblée. La cristallisation du « front de caste » des OBC au tournant des années 1990 semble finalement avoir introduit un principe irréversible de renouvellement des élites politiques en Inde du Nord.

73

Cependant, la montée des basses castes sur la scène politique de l'Inde du Nord n'est pas uniforme.

DE GRANDES DISPARITÉS RÉGIONALES

Deux catégories d'État peuvent être distinguées au regard de l'élargissement de la classe politique aux OBC. L'Uttar Pradesh et surtout le Rajasthan donnent l'image d'une plus grande inertie sociale et politique, le changement (apparent lors des brèves périodes de gouvernement Janata Dal ou issu de la mouvance socialiste comme celle du Samajwadi

Party – Parti socialiste, surtout présent en Uttar Pradesh) se heurtant à la résistance du Congrès puis du BJP, deux partis soucieux de ne pas s’aliéner leur propre base de hautes castes. En revanche, au Bihar, la percée des castes inférieures et/ou d’autres groupes situés au bas de la hiérarchie socio-économique est plus sensible. Le Madhya Pradesh occupe lui une position intermédiaire.

Le Bihar en flèche ?

74 Durant la période coloniale, les trois principales castes OBC, les Kurmi (des cultivateurs), les Koeri (des maraîchers) et les Yadav (des bouviers de plus en plus présents dans le travail de la terre), qui comptent pour près de 20 % de la population du Bihar, ont été cooptées par les hautes castes qui dominaient le Congrès, essentiellement des Bhumihar (castes de cultivateurs qui prétendent au statut de brahmanes), des Kayastha (castes de scribes), des brahmanes et des Rajput (la principale caste de Kshatriya), dans une logique hiérarchique et clientéliste. Toutefois, elles ont acquis de façon très précoce une conscience politique et ont même fondé dès les années 1930 un parti appelé Triveni Sangh (l’« Association ternaire ») pour mieux défendre leurs intérêts. Cette formation ne survécut que quelques années, mais elle témoigna d’une volonté pionnière en Inde du Nord de se dissocier des castes dominantes. Le Parti socialiste de Ram Manohar Lohia prit le relais dans les années 1950-1960 et devint le principal opposant du Congrès dans l’État. Les premiers gouvernements non congressistes de 1968 à 1972 – où les socialistes étaient largement représentés – firent passer la part des ministres de hautes castes de 54 % à 26 % tandis que celle des basses castes augmentait de 15 % à 36 %⁷. Il faudra ensuite attendre l’alternance de 1977 pour retrouver plus d’un tiers des ministres venant des basses castes : chaque fois, le retour du Congrès se traduisit par le rétablissement de l’hégémonie des hautes castes. Un véritable tournant intervint cependant en 1990, lorsque Laloo Prasad Yadav, un socialiste du Janata Dal, prit le pouvoir à l’issue des élections du mois de mars et le conserva cinq ans plus tard – il céda peu après le poste de *Chief Minister* à sa femme, Rabri Devi, en raison de poursuites judiciaires, mais cela ne remit pas en cause l’affirmation politique des OBC, et notamment de sa caste, les Yadav : les hautes castes ne représentaient plus que 17 % des ministres dans le gouver-

7. B. Fadia, *State Politics in India*, Delhi, Radiant Publishers, 1984, vol. 2, p. 59.

nement du Bihar en 1998 tandis que les OBC en constituaient 58 % (dont 32 % pour les seuls Yadav)⁸. Cette poussée des OBC en général et des Yadav en particulier se retrouve chez les élus régionaux. Entre 1967 et 1990, le poids des hautes castes dans l'assemblée régionale est passé de 42 % à 33 % alors que les OBC ont progressé de 26 % à 35 %. Les Yadav, passés de 11,6 % à 19,5 %, s'octroient la part du lion, tandis que les Kurmi sont passés de 4 % à 6 % et les Koeri de 4,5 % à 4 %.

Le Madhya Pradesh, une situation intermédiaire

Au Madhya Pradesh, le rapport des forces démographiques joue en faveur des groupes les plus plébéiens puisqu'aux 48 % d'OBC s'ajoutent 24 % d'aborigènes (*Scheduled Tribes*) et environ 14 % de *Scheduled Castes*. Toutefois, les hautes castes (en particulier les Rajput) ont pu d'autant mieux asseoir leur domination en raison du poids des États princiers jusqu'en 1947⁹. Ils ont ensuite su monnayer cette influence auprès du Congrès qui a fini par les coopter. Aujourd'hui encore, le parti est dominé par des Rajput. Il n'a pas été fortement incité à se démocratiser jusqu'aux années 1980 étant donné que son principal rival, le parti nationaliste hindou, était lui aussi très élitaire et conservateur et que la mouvance socialiste s'est désagrégée, minée par le factionnalisme dans les années 1960. Le Bahujan Samaj Party (BSP – « Parti des masses »), un parti dirigé par un intouchable aux accents révolutionnaires, aiguillonne toutefois le Congrès depuis les années 1980 même s'il plafonne aujourd'hui à 8 % des voix.

75

Le Congrès a donc entrepris d'élargir sa base sociale mais sans perdre ses soutiens traditionnels – en particulier son réseau Rajput – et en cooptant principalement des leaders issus des tribus : il se méfie encore des politiciens OBC qui pourraient déstabiliser l'équipe dirigeante du parti. Sur la longue durée, le gouvernement de l'État a vu la part des hautes castes en son sein passer d'un maximum de presque 87 % en 1963-1966 à moins de 39 % mais a maintenu une forte surreprésentation des Rajput

8. S.N. Chaudhury, *Power-dependence Relations : Struggle for Hegemony in Rural Bihar*, Delhi, Har-Anand 1999.

9. A la différence de l'Uttar Pradesh et du Bihar où ils établirent un système d'administration directe sur presque tout le territoire, au Madhya Pradesh et au Rajasthan les Britanniques laissèrent en place de très nombreux princes (maharajahs hindous ou nawabs musulmans) pour relayer leur autorité. Or les princes étaient souvent des Rajput s'appuyant sur un réseau de propriétaires fonciers de la même caste, qui se trouva ainsi renforcée.

Tableau 2. Castes et communautés des élus dans l'assemblée du Madhya Pradesh

<i>Castes et communautés</i>	1957	%	1962	%	1967	%	1972	%	1977	%	1980	%	1985	%	1990	%	1993	%	1998	%
Hautes castes	111	52,1	148	51	123	49	150	52	147	48	117	36	128	41	127	40	115	36	107	33
Castes intermédiaires	4	1,9	2	0,7	2	0,8	1	0,3	5	1,6	3	0,9	1	0,3	1	0,3	2	0,6	2	0,6
OBC	15	7	28	9,6	30	12	30	10,4	45	14,8	49	15,3	58	18,5	61	19,1	73	23	67	20,9
<i>Scheduled Castes</i>	37	17,4	43	15	38	15	35	12	42	14	47	14,6	41	13,1	43	13,4	46	14,5	48	15
<i>Scheduled Tribes</i>	35	16,4	60	20	51	20	64	22	60	20	79	24,6	77	24,6	78	24,4	73,	23	74	23,1
Chrétiens	1	0,5	-	-	-	-	-	-	-	-	1	0,3	-	-	1	0,3	1	0,3	1	0,3
Musulmans	4	1,9	7	2	3	1	5	2	3	1	7	2,1	6	1,9	3	0,9	-	-	5	1,6
Parsis	-	-	1	0,3	-	-	1	0,3	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Sikhs	-	-	-	-	-	-	-	-	2	1	1	0,3	1	0,3	2	0,6	3	0,9	3	0,9
Non identifiés	6	2,8	4	1	2	1	2	1	1	0,3	17	5,3	1	0,3	4	1,3	5	1,6	13	4,1
Total	213	100	293	100	249	100	288	100	305	100	321	100	313	100	320	100	318	100	320	100

Source : Enquêtes de terrain de Christophe Jaffrelot.

qui forment l'ossature du parti¹⁰. Au sein du gouvernement de l'État, ce déclin des hautes castes ne s'est pas tant opéré au bénéfice des OBC – qui ont progressé mais plafonnent autour de 20 % – qu'à celui des aborigènes, dont la part est même montée jusqu'à près de 30 % en 1995-1996. La situation est à peu près la même au niveau de l'assemblée de l'État où la part des hautes castes n'a cessé de se réduire aussi (voir *tableau 2*).

Rajasthan : d'une caste dominante à l'autre

Comme le Madhya Pradesh, le Rajasthan a été marqué par le poids des États princiers jusque et y compris à l'époque coloniale. Avant 1947, le Rajputana se composait en effet de dix-huit États princiers, pour la plupart de dynastie Rajput, mais deux d'entre eux étaient dirigés par des lignées Jat. Les Jat, comme dans l'Uttar Pradesh occidental, forment en effet l'autre caste dominante de l'État. Les princes ont beaucoup gêné la modernisation de cette région, notamment parce qu'ils ont empêché les idées nouvelles et le Congrès – alors vecteur d'un nationalisme progressiste – d'y pénétrer car ils voyaient là des menaces pour leur autorité.

77

Le poids des castes supérieures a cependant diminué régulièrement au sein de l'assemblée de l'État, l'érosion étant surtout prononcée dans le cas des Rajput dont la part a été divisée par deux entre 1952 (une année exceptionnelle, sans doute) et 1998 (de 30 % à 14,5 %). En parallèle, la proportion des Jat n'a cessé de croître depuis 1977, passant de 13 % à 21 % en 1993 (voir *tableau 3*).

Le Rajasthan demeure très peu pénétré par les partis de basses castes. Le BSP n'a remporté que 2 sièges sur 200 aux élections régionales de 1998. Quant aux partis dits « paysans », le Bharatiya Lok Dal, le Janata Party puis le Janata Dal, contrairement au reste de la *Hindi Belt* où ils s'appuient essentiellement sur les basses castes et en représentent les intérêts, ils dépendent des castes dominantes Rajput et Jat avec lesquelles aucune caste OBC ne peut rivaliser en influence et en nombre (les Jat représentent 9 % de la population de l'État).

L'Uttar Pradesh, terre de polarisation sociale

En Uttar Pradesh, le Congrès a été dominé dès l'époque coloniale par des brahmanes qui représentent la caste la plus nombreuse de l'État

10. Pour plus de détails, voir Christophe Jaffrelot, « Inde : de l'acclimatation du modèle anglais à la fin de la démocratie conservatrice », in Christophe Jaffrelot, dir., *Démocraties d'ailleurs – Démocratie et démocratisation hors d'Occident*, Paris, Karthala, à paraître (1999).

Tableau 3. Castes et communautés dans l'assemblée du Rajasthan

<i>Castes et communautés</i>	1952	%	1957	%	1962	%	1967	%	1972	%	1977	%	1980	%	1985	%	1990	%	1993	%
<i>Hautes castes</i>	116	61,1	78	44,3	84	46,7	86	46,7	74	40,2	84	42	71	35,5	73	37,2	62	31,3	72	36
<i>Castes intermédiaires</i>	29	15,3	29	16,5	25	14,2	24	13	27	14,7	26	13	35	17,5	35	17,9	35	17,7	42	21
<i>OBC</i>	6	3,2	6	3,4	9	5,1	7	3,8	12	6,5	14	7	14	7	14	7,1	22	11,1	14	7
<i>Scheduled Castes</i>	19	10	41	23,3	35	19,9	41	22,3	36	19,6	30	15	34	17	28	14,3	35	17,7	31	15,5
<i>Scheduled Tribes</i>	5	2,6	5	2,8	9	5,1	14	7,6	16	8,7	26	13	26	13	32	16,3	26	13,1	27	13,5
<i>Musulmans</i>	6	3,2	4	2,3	3	1,7	6	3,3	6	3,3	9	4,5	10	5	8	4,1	8	4	5	2,5
<i>Sikhs</i>	2	1,1	1	0,6	-	-	2	1,1	2	1,1	4	2	1	0,5	1	0,5	4	2	4	2
<i>Non identifiés</i>	6	3,2	8	4,5	10	5,7	4	2,2	11	6	7	3,5	9	4,5	5	2,6	6	3	5	2,5
Total	190	100	176	100	184	100	184	100	184	100	200	100	200	100	196	100	198	100	200	100

Source : Enquêtes de terrain de Christophe Jaffrelot.

(9,2 %) après les Chamar (une caste intouchable qui représentait 12,7 % de la population en 1931). Les Banya furent aussi partie prenante du pouvoir congressiste à travers des figures emblématiques comme Chandra Bhanu Gupta qui gouverna l'Uttar Pradesh à trois reprises dans les années 1960. Les leaders du Congrès ont su coopter des leaders intouchables de manière à forger une « coalition des extrêmes¹¹ » propre à circonscrire l'entre-deux des castes intermédiaires et basses. Enfin, le parti a trouvé des relais auprès des notables Rajput qui conservaient une forte influence locale après la timide réforme agraire des années 1950.

L'influence durable du Congrès dans l'État s'est traduite par une forte surreprésentation des hautes castes tant au gouvernement qu'au sein de l'assemblée régionale. Jusqu'au dernier gouvernement congressiste, en 1985, les brahmanes et les Rajput accaparaient près de la moitié des portefeuilles de chaque gouvernement. De même, les brahmanes occupaient près de 40 % des sièges à l'assemblée provinciale. Leur part est tombée à 32,5 % en 1989 après la victoire du Janata Dal, pour remonter à 39 % en raison du succès du BJP en 1991, avant de redescendre à 26,5 % après le succès de la coalition Samajwadi Party-BSP. Seul le succès du BJP en 1996 a permis aux hautes castes de reconquérir 38 % des sièges (voir *tableau 4*).

79

Le poids des OBC, lui, s'accroît de manière plus linéaire, passant de 19 % en 1985 à 30 % en 1993 – pour retomber, il est vrai, à 24 % en 1996. Alors que jusque-là le nombre d'élus OBC variait au gré des alternances politiques, à partir de 1989, leur proportion s'est stabilisée à un niveau plus élevé. Même si l'on demeure loin des chiffres du Bihar, il semble qu'en Uttar Pradesh aussi la montée des basses castes soit un phénomène durable, bien que toujours dépendant de la couleur du parti au pouvoir.

La comparaison des principaux États de l'Inde du Nord permet donc d'établir une typologie selon le degré d'ouverture de la scène politique aux castes inférieures, où le Bihar et le Rajasthan occuperaient les positions extrêmes, l'Uttar Pradesh se situant plus près du second et le Madhya Pradesh dans une position médiane.

Cette étude État par État nous a souvent conduits à mentionner l'attraction plus ou moins grande que tel ou tel parti exerçait sur tel ou

11. Pour reprendre l'expression de Paul Brass, « The Politicization of the Peasantry in a North Indian State ; Part 2 », *The Journal of Peasant Studies*, 8 (1), octobre 1980.

Tableau 4. Castes et communautés des élus à l'assemblée d'Uttar Pradesh (en %)

Castes et communautés	1952	1957	1962	1967	1969	1974	1980	1985	1989	1991	1993	1996
Hautes castes	58	55	58	45,3	43,9	45,63	39,4	39,4	32,5	39	26,5	37,7
Castes intermédiaires	3	3	2	-	-	-	1,6	1,9	1,6	2,4	2,3	2,3
OBC	9	12	13	29,2	26,8	28,4	13,7	19,2	22,7	25,2	29,9	24
Scheduled Castes	20	21	22	-	20,9	16,3	21,7	21,8	22	22,1	22	21,2
Scheduled Tribes	-	-	-	-	-	-	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
Musulmans	10	9	7	5,6	8,2	9,6	12,1	12,2	9,4	5,5	7,5	9
Sikhs	-	-	-	-	-	-	0,9	0,7	0,2	0,2	0,2	0,4
Anglo-Indiens	-	-	-	-	-	-	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
Non identifiés	-	-	-	-	-	-	9,9	4,2	10,7	5	10,8	4,7
Total	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
	<i>n=430</i>	<i>n=430</i>	<i>n=430</i>	<i>n=425</i>	<i>n=425</i>	<i>n=424</i>	<i>n=424</i>	<i>n=426</i>	<i>n=427</i>	<i>n=420</i>	<i>n=427</i>	<i>n=424</i>

Sources : R. C. Meyer, *The Political Elite in an Under-developed Society : The Case of UP in India*, thèse de l'université de Pennsylvanie, 1969 ; Zoya Hasan, « Uttar Pradesh : Patterns of Resilience and Change », in Francine Frankel et M.S.A. Rao, *Dominance and State Power in Modern India*, Delhi, Oxford University Press, 1989, vol. 2 ; travail de terrain de Jasmine Zerimmi-Brotel.

tel groupe social. C'est ainsi que l'on a vu le Congrès et les nationalistes hindous se situer en retrait, voire en réaction, face à la progression de partis représentant les intérêts des basses castes, en particulier en Uttar Pradesh et au Bihar. La montée en puissance de ces dernières va-t-elle se trouver entravée par ces résistances ou les deux principaux partis de l'Inde du Nord vont-ils se résigner à accompagner le changement social ?

LE CONGRÈS, LE BJP ET LES BASSES CASTES

L'essor des basses castes a d'abord été le fait de quelques partis politiques issus de la mouvance socialiste dont le Janata Dal fut le principal héritier avant de se désagréger à son tour, sous le coup des luttes de factions dans le courant des années 1990. Les formations régionales qui dérivent aujourd'hui de ce processus sont principalement le Samajwadi Party de Mulayam Singh Yadav en Uttar Pradesh et le Rashtriya Janata Dal de Laloo Prasad Yadav au Bihar. Le Congrès et le BJP ont chacun mis en œuvre une stratégie différente pour leur résister.

81

La mue progressive du Congrès

Le Congrès s'est longtemps efforcé de constituer une majorité à partir des groupes n'appartenant pas aux OBC, quelles que soient leurs disparités. C'est ainsi qu'au Gujarat il a agrégé une part importante des électors Rajput, intouchables, aborigènes et musulmans pour conserver une majorité à l'assemblée de l'État dans les années 1980. Les ressources que lui a longtemps fournies le contrôle du pouvoir central étaient naturellement très précieuses pour mener cette politique dans une logique clientéliste.

Parallèlement, le parti s'est employé à concilier les intérêts divergents dans la perspective irénique héritée de Gandhi. Peu après sa nomination au poste de Premier ministre en 1991, Narasimha Rao a fait voter une loi amendant le rapport Mandal dans cet esprit. Aux termes de ce texte – qui a ensuite été rejeté par la Cour suprême en novembre 1992, au profit d'une application intégrale des recommandations de la commission Mandal –, les hautes castes auraient eu droit à une part des réservations, dès lors que leur condition économique le justifiait. Cette solution de compromis était tout à fait symbolique de la façon dont le Congrès se résignait à pas comptés à conférer à la démocratie indienne un contenu social. Mais l'arrêt de la Cour suprême, en légitimant l'axe principal du programme de V.P. Singh, a remobilisé les énergies du Janata Dal et des OBC en général.

Tableau 5. Castes et communautés des élus à la Lok Sabha de la « Hindi Belt »
et du Gujarat par parti (en %)

Castes et communautés	1989			1991			1996			1998		
	BJP	Congrès	JD	BJP	Congrès	JD	BJP	Congrès	JD + SP	BJP	Congrès	JD + SP + RJD
Hautes castes	48,1	34,2	28,1	51,4	28,6	18,5	43,8	27,2	14,3	44,6	22,2	16,7
Castes intermédiaires	8	7,9	16,3	9,3	16,6	1,8	8,8	20,4	-	10	22,2	2,1
OBC	16	5,3	27,3	15	13,7	40,6	17,5	11,4	55	19,8	11,1	47,9
Scheduled Castes	16	18,4	18	16,8	15,2	16,7	21,2	11,4	14,3	16,3	13,3	18,8
Scheduled Tribes	9,3	23,7	3,4	4,7	21,2	-	8	22,7	-	7,1	26,7	-
Musulmans	1,3	5,3	6,8	-	4,6	13	-	4,5	14,3	0,7	4,4	14,6
Sikhs	1,3	-	-	0,9	-	-	0,7	-	-	0,7	-	-
Chrétiens	-	2,6	-	-	-	1,85	-	-	2,4	-	-	2,1
Religieux hindous	-	-	-	1,9	-	-	-	-	-	-	-	-
Non identifiés	-	2,6	-	-	-	-	9,9	2,3	-	0,7	-	-
Total	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
	<i>n=75</i>	<i>n=38</i>	<i>n=117</i>	<i>n=107</i>	<i>n=66</i>	<i>n=54</i>	<i>n=137</i>	<i>n=44</i>	<i>n=42</i>	<i>n=141</i>	<i>n=45</i>	<i>n=48</i>

Source : Enquêtes de terrain de Christophe Jaffrelot.

La formule congressiste semble bel et bien avoir vécu et le parti hésite moins à promouvoir des membres des basses castes, tant dans les États qu'à la Lok Sabha. Le nombre de candidats de basses castes, et donc d'élus du Congrès, a progressé au cours des années 1990 en réaction à la mobilisation des OBC depuis l'affaire Mandal. C'est ainsi que la part des députés congressistes de hautes castes est passée de 34,2 % à 22,2 % de 1989 à 1998 parmi les élus de la *Hindi Belt* et du Gujarat (un État dont la trajectoire politique est proche de celle du Nord hindiphone, dans la perspective qui nous occupe ici, et qu'il est utile d'ajouter pour raisonner sur des effectifs plus conséquents) (voir *tableau 5*).

Après la victoire du Congrès en novembre 1998 à l'assemblée du Rajasthan, le parti a nommé un OBC chef du gouvernement. Ashok Gehlot, un Gujar, est ainsi devenu le premier *Chief Minister* de basses castes dans cet État. Que le Congrès ait été à l'origine de cette mini-révolution est tout à fait significatif. De même, en avril 1999, un intouchable a été porté à la présidence du Congrès du Madhya Pradesh, une première.

83

Le BJP, encore un parti de hautes castes

Le BJP s'est toujours montré hostile à la prise en compte des clivages de caste, sous prétexte que cela risquait de diviser la nation. Il a donc fortement désapprouvé l'octroi de quotas fondés sur le critère de la caste, tout en se montrant discret pour ne pas s'aliéner les OBC, qui représentent 52 % de l'électorat. Cette attitude s'explique aussi du fait que, dominé par des membres de hautes castes – essentiellement des brahmanes et des Banya –, il incarne la « grande tradition » hindoue et préfère à la fois nier l'existence de conflits sociaux dans une perspective irénique et défendre les intérêts de sa base traditionnelle. C'est ainsi qu'après l'affaire Mandal il a plutôt essayé d'exploiter la réaction de solidarité suscitée chez les hautes castes par les revendications des OBC et s'est efforcé de mobiliser les basses castes en manipulant certains symboles de l'identité hindoue, comme la cause du dieu Ram à Ayodhya. Cette stratégie, qui s'inscrit dans une pratique politique ancienne, lui a permis de gonfler ses rangs au début de la décennie, mais révèle ses limites depuis. Le *tableau 6* montre bien que les élus du BJP se recrutent toujours plus parmi les hautes castes que ceux du Congrès (sans parler des partis de centre gauche). Certes, leur part est passé de 51,4 % à 44,6 % entre 1991 et 1998, mais c'est encore beaucoup plus qu'au Congrès.

La réticence du BJP à s'ouvrir aux basses castes fut une des raisons de son échec lors des élections régionales en Uttar Pradesh et au Madhya Pradesh en 1993. Depuis, le parti hésite. C'est en Uttar Pradesh, où le parti a nommé à la tête du gouvernement un OBC, Kalyan Singh – un Lodhi –, que le BJP semble le plus tenté par la promotion des basses castes.

84 Le gouvernement formé par Kalyan Singh en octobre 1997 comporte un nombre accru d'OBC par rapport à celui de 1991 puisque leur proportion est passée de 22 % à 30 %. Mais cette évolution s'est faite essentiellement au détriment des *Scheduled Castes*, les hautes castes restant très bien représentées. Cela suffira-t-il à contenter le lobby brahmane qui s'inquiète, au sein du parti, du poids croissant des OBC ? Le BJP est visiblement prisonnier de la sociologie de ces cadres – non seulement brahmanes mais aussi Banya – et de sa base sociale. En 1996, 67 % des hautes castes avaient voté pour le BJP selon un sondage du *Centre for the Study of Developing Societies*¹². Le fait que le parti ait mis Kalyan Singh en avant lors de la campagne électorale n'a d'ailleurs pas été du goût de nombreux électeurs de hautes castes. Mais le comité chargé d'analyser l'échec du parti lors des élections régionales de 1996, où celui-ci n'est pas arrivé à remporter la majorité absolue, a souligné la difficulté pour les candidats de hautes castes à se faire élire. Alors que 80 % de ses candidats de basses castes avaient été élus, seulement 45 % des membres de hautes castes y étaient parvenus.

Même si le BJP de l'Uttar Pradesh persévère dans la voie tracée par Kalyan Singh, il n'est pas certain que les autres branches régionales du parti suivent son exemple¹³. De toutes, celle du Madhya Pradesh est sans doute la plus susceptible de le faire. Elle s'est d'ailleurs donné un président aborigène en 1997 et vient de porter, en 1999, un intouchable à la tête de son groupe à l'assemblée de l'État, ce qui en fait le leader de l'opposition à Bhopal.

12. *India Today*, 31 mai 1996.

13. Christophe Jaffrelot, « The BJP between Social Engineering and Sanskritization », in Thomas B. Hansen et Christophe Jaffrelot, dir., *The BJP and the Compulsions of Politics in India*, Delhi, Oxford University Press, 1998.

Tableau 6. Castes et communautés dans les gouvernements BJP de l'Uttar Pradesh en 1991 et 1999 (en %)

<i>Castes et communautés</i>	<i>juin 1991</i>	<i>juillet 1991</i>	<i>1999</i>
Hautes castes	49,88	57,45	49,21
Castes intermédiaires	5,55	4,25	4,76
OBC	22,22	21,28	31,76
<i>Scheduled Castes</i>	11,11	8,51	7,94
Musulmans	5,55	2,13	3,17
Sikhs	–	2,13	–
Non identifiés	5,55	4,25	3,17
Total	100	100	100
	<i>n=18</i>	<i>n=47</i>	<i>n=63</i>

Source : Enquêtes de terrain de Jasmine Zerini-Brotel.

CONCLUSION

L'Inde du Nord a donc amorcé une évolution qui rapproche le profil sociologique de sa classe politique de celui de l'Inde du Sud. Pour la première fois, depuis 1998, les chefs de gouvernement du Rajasthan, de l'Uttar Pradesh et du Bihar viennent des rangs des OBC. Ces castes prennent progressivement le pouvoir dans les plus grands États de l'Inde et ne devraient donc pas tarder à y accéder aussi à New Delhi. Le président de la République – dont le rôle n'est pas purement honorifique – est déjà un intouchable.

Pour parvenir à leurs fins, les castes inférieures devront toutefois lever l'hypothèque de leurs divisions. Elles représentent une majorité écrasante de la population si l'on additionne les OBC (52 %) et les intouchables (17 %). Mais ces groupes sont peu à même de coopérer et sont travaillés par des tensions internes. Les *Other Backward Classes* entretiennent un rapport d'hostilité avec les *Scheduled Castes*, qu'elles emploient souvent comme journaliers dans les campagnes. En Uttar Pradesh, les exactions provoquées par les OBC sur les intouchables sont ainsi monnaie courante. Au-delà, les castes Shudra, même si elles se composent pour l'essentiel de paysans au statut plutôt homogène, se scindent entre des OBC et des castes dominantes de petits paysans plus

entrepreneurs. L'exemple le plus caractéristique, dans l'Inde du Nord, est celui des Jat qui, ayant le plus profité de l'essor économique, n'ont pas été classés par la commission Mandal parmi les OBC et n'ont donc pas les mêmes intérêts, notamment en matière de quotas d'embauche. Ce clivage a eu des conséquences politiques puisqu'en 1991 Ajit Singh, le fils de Charan Singh, a quitté le Janata Dal de V.P. Singh à partir du moment où celui-ci s'est focalisé sur le problème des réservations. Enfin, les OBC elles-mêmes sont très fragmentaires – aucune n'atteint 12 % de la population dans un des États hindophones – et hétérogènes : elles entretiennent souvent des rapports de rivalité, les Yadav et les Kurmi se disputant le *leadership* des OBC en Uttar Pradesh, par exemple. Cette extrême différenciation et ces conflits d'intérêts gênent naturellement le développement d'une solidarité de classe. Elles laissent

86

en outre une large marge de manœuvre aux partis davantage représentatifs des hautes castes comme le Congrès et le BJP.

Si l'essor des basses castes risque d'être freiné par ces divisions, il paraît inéluctable. Cette démocratisation de la démocratie indienne va toutefois soumettre le système de Westminster hérité des Britanniques à rude épreuve. Il va en effet devoir absorber des éléments dont la culture politique contraste fortement avec les manières souvent plus conservatrices mais policées de l'élite encore au pouvoir aujourd'hui. Cette nouvelle classe politique ne peut souvent s'exprimer que dans sa langue régionale, ce qui, en soi, constitue tout un symbole. Faute d'éducation et d'habitude, les nouveaux venus ne semblent en outre pas reconnaître aux règles de droit la valeur qu'il convient de leur accorder en démocratie. Les violences auxquelles les OBC peuvent s'adonner à l'encontre des intouchables en sont un premier indice, les charges de corruption pesant sur un Laloo Prasad Yadav en sont un second – non que les leaders de hautes castes soient plus « propres », mais ils sont probablement moins avides (peut-être parce qu'ils disposent de moyens plus conséquents). Le système parlementaire indien va donc devoir former les nouveaux élus, mais c'est à ce prix que la démocratie indienne peut acquérir une dimension vraiment populaire.

R É S U M É

« La plus grande démocratie du monde » a longtemps souffert d'un déficit social lié au caractère dominé des castes inférieures. Si celles-ci s'étaient peu à peu imposées sur la scène politique de l'Inde du Sud, elles demeureraient outrageusement sous-représentées dans le Nord hindophone. Les années 1990 ont amorcé un rattrapage à la faveur de l'« affaire Mandal ». Cette évolution reste toutefois inégale selon les États, le Bihar venant en tête suivi du Madhya Pradesh, de l'Uttar Pradesh et du Rajasthan, si l'on prend pour critère le poids des membres de basses castes au sein des assemblées régionales et des gouvernements. Tous les partis ne manifestent pas non plus la même volonté d'ouverture aux castes inférieures. Le Congrès et le Bharatiya Janata Party étaient ainsi en retrait jusqu'à une date récente. Ils semblent aujourd'hui suivre la voie tracée par des formations de gauche comme le Janata Dal. Si elle se poursuivait, cette tendance pourrait entraîner un renouvellement complet de la classe politique du nord de l'Inde.